



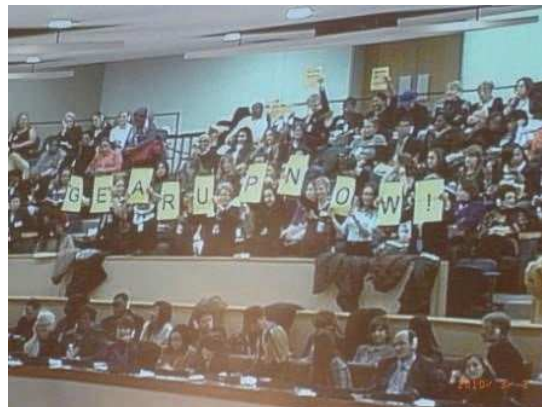
Campagne de réforme des structures en faveur de l'égalité de genre

LA BOITE A OUTILS TRANSITIONNELLE DE LA CAMPAGNE GEAR DESTINEE AUX ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE

La campagne GEAR est un réseau de plus de 300 groupes œuvrant en faveur des femmes, des droits de l'homme et de la justice sociale de par le monde, et qui tentent d'obtenir, depuis plus de quatre ans, l'approbation des Etats membres et du Secrétariat de l'ONU pour la création d'une agence onusienne plus vaste, plus cohérente et bénéficiant d'une meilleure coordination afin de renforcer le mandat des Nations Unies visant l'égalité des genres comme composante essentielle du développement, des droits humains, des préoccupations humanitaires, de la paix et de la sécurité.

TABLE DES MATIERES

- ⊗ L'appel à l'action de la société civile
- ⊗ Le calendrier GEAR
- ⊗ Des questions à garder à l'esprit
- ⊗ Comment s'organiser
- ⊗ Des outils pour élaborer l'ordre du jour d'ONU-Femmes
- ⊗ Les 100 premiers jours d'ONU- Femmes
- ⊗ Les propositions en cours et à long terme pour ONU-Femmes
- ⊗ La campagne GEAR, les médias et la presse
- ⊗ Informations pour contacter les bureaux extérieurs des Nations Unies
- ⊗ Informations sur l'agence des Nations Unies



[Photo : Mars 2010: La campagne GEAR appelle de ses vœux une impulsion du processus alors que le secrétaire général des Nations Unies, Ban KI-MOON, s'adresse à la Commission de la condition de la femme.]

Cette boîte à outils a été conçue par
[le groupe de travail sur la campagne GEAR](#)

L'APPEL L'ACTION DE LA SOCIETE CIVILE

Créée le 2 juillet, 2010, ONU-femmes est le fruit de longues années de plaidoyer par la société civile. La nouvelle entité réunit les mandats des quatre structures actuelles des Nations Unies pour la femme en une organisation nouvelle et de plus haut niveau dotée de fonctions en matière de politique et d'opération. La campagne GEAR, un réseau de plus de 300 groupes œuvrant en faveur des femmes, des droits de l'homme et de la justice sociale, s'est fixée pour mission de faire d'ONU-Femmes une organisation coordonnée, forte et stratégique à même de renforcer l'action des Nations Unies en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes. Certaines organisations ont déjà rejoint le processus de transition de l'ONU aux niveaux national et régional, et la campagne GEAR encourage la contribution de plus d'acteurs de la société civile afin qu'ONU-Femmes réalise son potentiel en tant que vecteur puissant pour promouvoir les droits des femmes sur le terrain.

La campagne recommande les étapes suivantes pour promouvoir la participation de la société civile:

PROMOUVOIR UNE PARTICIPATION DE LA SOCIETE CIVILE QUI SOIT PLEINE DE SENS, SYSTEMATIQUE ET DIVERSIFIEE

Au cours des mois qui précèdent le 1^{er} janvier 2011, date officielle à laquelle ONU-Femmes deviendra pleinement fonctionnelle, la société civile devra participer à la conception de politiques, de pratiques et d'un leadership solides en prévision de cette entité. Pour être efficace, ONU-Femmes devra développer des méthodes créatives pour collaborer avec une base diversifiée d'ONG. Pour ce faire, les équipes pays des Nations Unies devront puiser dans la connaissance mise à disposition par les groupes de la société civile.

Action: Les organisations de la société civile pourront tenir des réunions avec les réseaux d'ONG et le personnel de l'ONU (coordonnateurs résidents, points focaux sur le genre et autres acteurs concernés) dans les bureaux nationaux et régionaux pour renforcer et mettre en place les mécanismes nécessaires à l'engagement de la société civile auprès des Nations Unies par le biais de la nouvelle entité.

RECLAMER UN ORDRE DU JOUR DYNAMIQUE ET PERTINENT POUR ONU-FEMMES

La nouvelle entité commencera son activité avec les mandats et l'action du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), de la Division de la promotion de la femme (DPF), du Bureau de la Conseillère spéciale pour la problématique hommes-femmes et la promotion de la femme (OSAGI) et de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW), mais si elle devait devenir plus que la somme de toutes ces parties, elle devrait aller plus loin.

Action: Les organisations de la société civile impliquées dans des questions telles que la violence faite aux femmes, l'autonomisation économique et politique, la terre, le logement, et d'autres droits humains, y compris les droits sexuels et reproductifs, pourront analyser et proposer des méthodes permettant à ONU-Femmes d'améliorer l'action des Nations Unies tant à partir de ses propres programmes qu'en coordination avec le système plus large de l'ONU. Les ONG ont d'ailleurs commencé à travailler en étroite collaboration avec des agences onusiennes telles que l'UNIFEM ou le FNUAP ou avec les bureaux pays des Nations Unies.

FAIRE PRESSION SUR LES BAILLEURS DE FONDS AFIN QU'ILS ASSURENT UN FINANCEMENT D'UN MILLARD DE DOLLARS ET QU'ILS HONORENT LEUR ENGAGEMENT A APPORTER DES CONTRIBUTIONS "FONDAMENTALES, PLURIANNUELLES, PREVISIBLES, STABLES ET DURABLES"

Engager des conversations avec les gouvernements concernant l'établissement d'objectifs de financement pour ONU-Femmes et exiger que ces objectifs soient atteints.

Pour que l'action d'ONU-Femmes ait un impact global significatif, celle-ci devrait jouir des ressources financières qui ont cruellement fait défaut à l'UNIFEM, l'OSAGI, l'INSTRAW et le DCF.

Action: Les groupes de la société civile doivent poursuivre ou engager des conversations avec les gouvernements afin de fixer des objectifs de financement pour ONU-Femmes et exiger que ces objectifs soient atteints.

VISER UN LEADERSHIP PUISSANT, CAPABLE ET EFFICACE A TOUS LES NIVEAUX

Le conseil d'administration d'ONU-Femmes, constitué de 41 Etats membres élus, a été décidé. Il s'agit, à présent, de veiller à ce que le Conseil exécutif soutienne ONU-Femmes de toutes les manières possibles et reflète les préoccupations des femmes en fixant les priorités d'ONU-Femmes.

Action: La société civile devra demander des leaders efficaces et responsables aux niveaux régional et national qui influenceront considérablement les activités sur le terrain avec la possibilité de développer des ordres du jour innovants pour ONU-Femmes.

[Lire le texte complet de [L'appel à l'action de la société civile](#)]

LE CALENDRIER GEAR : UN PRECEDENT POUR LA CONTRIBUTION DE LA SOCIETE CIVILE A ONU-FEMMES



La société civile et les organisations de femmes en particulier ont, de tout temps, joué un rôle essentiel dans la constitution des agences de l'ONU engagées au niveau de l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. Ainsi, la campagne GEAR a certainement joué un rôle clé dans la création d'ONU-Femmes. Le calendrier suivant résume les contributions de la campagne GEAR à la réforme des

structures de l'ONU relatives à l'égalité des genres.

2005: Au cours du sommet mondial, un appel collectif pour la réforme de l'ONU est le déclencheur d'un ordre du jour portant sur les droits de l'homme et la paix. L'égalité des genres n'y étant pas clairement citée, les activistes des droits des femmes demandent que le processus de réforme de l'ONU reflète les perspectives du genre et promeuve un ordre du jour portant sur l'égalité des genres et les droits des femmes.

2006: Le secrétaire général des Nations Unies, Kofi ANNAN, charge un Panel de se pencher sur la Cohérence du système des Nations Unies dans trois domaines thématiques - le développement, l'aide humanitaire et l'environnement. Le genre est intégré à l'analyse comme étant une question commune. Les organisations des droits des femmes et de la société civile émettent des recommandations concrètes à l'intention du Panel concernant la réforme des structures relatives à l'égalité des genres. Elles évoquent notamment la création d'une entité indépendante dotée de ressources suffisantes et spécifique aux femmes qui jouirait de compétences normatives, opérationnelles et de contrôle, et assurerait une présence au niveau pays sous la houlette d'un sous-secrétaire général. Les recommandations du panel tiennent compte des propositions faites par la société civile. Les groupes de femmes de la société civile signent également une pétition devant la Commission de la condition de la femme pour obtenir l'insertion du genre à l'ordre du jour du Panel.

[Photo: 2006 Des représentants de la campagne GEAR se réunissent avec l'ancien secrétaire général des Nations Unies, Kofi ANNAN, pour discuter de la réforme des structures de l'ONU en faveur de l'égalité des genres (GEAR).]

2007: Le rapport du secrétaire général comporte une proposition visant à constituer une entité renforcée concernée par l'égalité des genres qui aurait des compétences

normatives et de plaidoyer renforcées alliées à un rôle ciblé en matière d'établissement des programmes et qui serait financée de façon complète et ambitieuse. Lorsqu'une inertie était relevée chez l'Assemblée Générale et les Etats membres, les groupes de femmes de la société civile mobilisaient leur base et faisaient pression sur les gouvernements pour soutenir le processus de réforme des structures des Nations Unies en faveur de l'égalité des genres.

2008-2009: Le réseau des organisations ouvrant en faveur des femmes, de la justice sociale et des droits humains commence son action officiellement en tant que campagne GEAR lors de la réunion de la Commission de la condition de la femme en 2008 sous le slogan "Construire un système des Nations Unies qui travaille pour toutes les femmes – Campagne de réforme des structures en faveur de l'égalité des genres (GEAR)". Le groupe de travail est organisé stratégiquement avec des points focaux mondiaux et régionaux qui se mobilisent aux niveaux mondial, local et régional, de concert avec un groupe de pression supplémentaire. La campagne GEAR est lancée officiellement en mars 2008. De nombreux documents de position sont élaborés par la campagne GEAR, et des groupes de liaison codirigés par le CWGL (Centre pour le leadership mondial des femmes à l'Université Rutgers) et WEDO (Organisation des femmes pour l'environnement et le développement) voient le jour lors de la réunion de 2008 et de 2009 de la CCF. Ces efforts donnent un coup d'accélérateur à la réforme des structures de l'ONU en faveur de l'égalité des genres.



2010: Une année de succès éclatants pour les femmes, les Etats membres et surtout, pour les organisations de la société civile. Des années d'efforts de lobbying et de plaidoyer paient enfin lorsque la campagne GEAR voit sa contribution se matérialiser en ONU-Femmes, une entité destinée à répondre aux besoins des mouvements de femmes du 21ème siècle.

[Photo: Juillet 2010 : Servitas Cameroun accueille une activité sur la campagne GEAR.]

DES QUESTIONS A GARDER A L'ESPRIT LORS DE L'ELABORATION DE L'ORDRE DU JOUR D'ONU-FEMMES

- ⊗ Quelles sont les questions pressantes auxquelles sont confrontées vos organisations et quel est leur rapport avec ONU-Femmes ?
- ⊗ Quelles activités ONU-Femmes pourrait-elle lancer pour être active sur le terrain?
- ⊗ De quelle manière souhaiteriez-vous collaborer avec ONU-Femmes?
- ⊗ Pourquoi est-il important qu'ONU-Femmes place l'accent sur certains domaines?

⊙ Quel est l'historique de l'intérêt reflété par votre demande et quelles sont les étapes suivantes à mettre en œuvre dans votre région et/ou au niveau mondial?

COMMENT S'ORGANISER : DES EXEMPLES TIRES DU MOUVEMENT DE FEMMES

Quels seraient les exemples pratiques de l'engagement de la société civile?

ONU-Femmes a le potentiel d'améliorer l'action de l'ONU en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes tant à partir de ses propres programmes que par le biais d'une coordination plus cohérente avec le système plus large de l'ONU. A ce stade, les organisations des droits des femmes, les mouvements de la base et la société civile doivent être proactifs au moment de définir l'ordre du jour d'ONU-Femmes. L'heure est venue pour les organisations de la société civile d'exprimer leur vision et de proposer des domaines d'action spécifiques pour ONU-Femmes.

Au niveau régional, national et local, les groupes de la société civile peuvent discuter et proposer des priorités d'action pour ONU-Femmes dans leurs domaines thématiques et géographiques. Le mouvement des femmes en Amérique Latine a tenu cette discussion au cours de la dernière réunion régionale sur les femmes et le genre organisée à l'occasion de l'examen après 15 ans de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing par la CEPALC au Brésil. Une déclaration a été émise et un plaidoyer lancé avec les gouvernements et le personnel de l'ONU concernant l'action d'ONU-Femmes avec la société civile dans la région. [[Lire la Déclaration B+15 de la CEPALC](#)]

Par exemple, au Pakistan, les organisations des droits des femmes ont participé activement à la campagne GEAR ainsi qu'au long combat visant à rendre le système des Nations Unies plus à l'écoute des femmes et plus responsable à leur égard. Suite à la résolution de juillet 2010 de l'Assemblée Générale, des activistes des droits des femmes et 12 ONG forment l'Alliance de la Société Civile (ASC) sur ONU-Femmes à travers un processus de consultation national. [Confer [L'Alliance de la Société Civile sur ONU-Femmes](#)]

DES OUTILS POUR ELABORER L'ORDRE DU JOUR D'ONU-FEMMES

Cette liste d'outils n'est, en aucun cas, exhaustive, mais elle constitue un point de départ pour la conception de nouvelles visions pour ONU-Femmes.

[La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes \(CEDAW\)](#): La CEDAW, traité juridiquement contraignant, définit ce qui constitue une discrimination contre les femmes et établit un programme d'action nationale visant à mettre un terme à cette discrimination. Confer les rapports parallèles de la société civile sur la CEDAW comme ressource pour les efforts de plaidoyer. Ces

rappports fournissent un aperçu des questions les plus pressantes dans un pays donné et constituent des outils puissants à l'heure de déterminer les priorités au niveau pays et de contribuer à l'élaboration de l'ordre du jour d'ONU-Femmes.

Le Programme d'action de Beijing: Le programme d'action de Beijing représente le cadre le plus complet sur les droits des femmes et aborde 12 domaines d'intérêt critiques: la femme et la pauvreté, l'éducation et la formation des femmes, la femme et la santé, la violence faite aux femmes, la femme et les conflits armés, la femme et l'économie, les femmes au pouvoir et aux postes de prise de décisions, les mécanismes institutionnels pour la promotion de la femme, les droits fondamentaux de la femme, la femme et les médias, la femme et l'environnement, ainsi que la fille. Utilisez le Programme d'action de Beijing comme base de vos demandes institutionnelles et dépassez ce cadre pour faire en sorte qu'ONU-Femmes fonctionne au 21^{ème} siècle. Confer également l'examen quinquennal de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing en 2000, l'examen décennal en 2005, et l'examen après 15 ans en 2010.

Les Résolutions 1325 et 1820 du Conseil de sécurité: Avec ces Résolutions, le Conseil de sécurité de l'ONU reconnaissait pour la première fois le rôle vital de la femme en matière de prévention et de règlement des conflits et de consolidation de la paix. La résolution 1325 relève l'impact particulier des conflits sur les femmes, y compris la



violence sexuelle basée sur le genre. La résolution demande que le secrétaire général des Nations Unies soumette des rapports sur le progrès réalisé au niveau de l'intégration du genre dans les activités de maintien de la paix des Nations Unies. En 2008, le Conseil de sécurité adopte la Résolution 1820 qui évoque de façon plus particulière la violence sexuelle en situation de conflit et en période post-confliktuelle.

[Photo : 2009 : La réunion régionale de la FEIM au Panama qui a discuté, entre autres, de la campagne GEAR.]

Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD): Ces objectifs, que les 191 Etats membres se sont engagés à atteindre à l'horizon 2015, sont les suivants: Eradiquer la faim et la pauvreté extrêmes; Réaliser l'éducation primaire universelle; Promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes; Réduire de manière drastique la mortalité infantile; Améliorer la santé maternelle; Combattre la propagation du VIH/SIDA, de la malaria et des autres maladies mortelles; Assurer la viabilité environnementale; et établir un partenariat mondial pour le développement. Concentrez-vous sur les façons avec lesquelles ONU-Femmes pourrait refléter l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans chaque objectif.

LES 100 PREMIERS JOURS D'ONU-FEMMES : QUE POUVEZ-VOUS FAIRE ?

ONU-Femmes étudie à l'heure actuelle les activités à mener pendant ses 100 premiers jours d'existence (à compter du 1^{er} janvier 2011) pour réaliser un "impact rapide" et/ou établir des orientations significatives pour son action. La société civile, et notamment les organisations nationales et communautaires de femmes, peuvent participer à cette réflexion en offrant des exemples pratiques de ce qu'ONU-Femmes peut faire et être à chaque niveau. Ceci peut se faire comme suit:

- ⊗ Recommander des actions rapides pendant les 100 premiers jours d'existence d'ONU-Femmes pour démontrer sa nouvelle orientation;
- ⊗ Apporter une contribution ou des recommandations pour donner une idée de ce que peuvent être les premiers succès d'ONU-Femmes;
- ⊗ Organiser des réunions des groupes de la société civile avec le personnel local et régional des Nations Unies (tels que les coordonnateurs résidents, les points focaux sur le genre, l'ancien personnel de l'UNIFEM, etc.) pour discuter des orientations et des structures de l'action d'ONU-Femmes aux niveaux national et régional.

Ceci peut fournir aux membres de la campagne GEAR un point d'entrée essentiel pour commencer à influencer, en pratique, l'ordre du jour d'ONU-Femmes et démontrer l'efficacité ainsi que la nécessité de l'engagement de la société civile.

Nous encourageons les organisations de la société civile et de la base à tenir de telles réunions aux niveaux local, national, régional et/ou mondial selon les intérêts géographiques ou thématiques. Il serait utile que vous soumettiez aux Nations Unies (à tout niveau) et que vous partagiez avec GEAR les idées concrètes que votre organisation aurait à proposer à ONU-Femmes pendant ses 100 premiers jours d'existence. Les recommandations doivent être aussi spécifiques que possible et viser des **interventions/exemples concrets montrant ce qui suit:**

- ⊗ **Le processus:** un exemple des moyens de s'associer de manière effective à la société civile,
- ⊗ **Le produit:** un résultat tangible (quoique symbolique) à court-terme,
- ⊗ **L'élaboration de l'ordre du jour:** fournit une orientation pour guider l'action à plus long terme dans un domaine thématique donné.

PROPOSITIONS EN COURS ET A LONG TERME POUR ONU-FEMMES

ONU-Femmes entamera un processus de planification stratégique à plus long terme en janvier 2011 et souhaite la participation des parties prenantes. Les organisations de la société civile et de la base doivent être proactives et rester en contact avec ONU-Femmes à tous les niveaux.

Des groupes nationaux, régionaux et thématiques ont commencé à lancer des actions et à faire des propositions en prévision des structures et de l'orientation d'ONU-Femmes. Nous proposons que les groupes réfléchissent à leur travail, initiatives conjointes ou conférences et réunions, etc. et identifient des interventions et des questions innovantes où ONU-Femmes pourrait faire une différence avec un « impact rapide » et/ou des stratégies à long terme pour aller de l'avant. Nous devons dépasser ce que les autres doivent faire et émettre des recommandations que votre organisation serait prête à exécuter.

La société civile se trouve face à une occasion unique pour participer à la création d'un nouvel organe des Nations Unies visant l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. La campagne GEAR invite tous les groupes de la société civile qui sont impliqués dans ces objectifs à rallier le processus de manière proactive. **Nous vous encourageons à faire part de vos idées directement à tous les acteurs nationaux, régionaux et mondiaux concernés des Nations Unies et à collaborer avec eux lorsque possible. Nous vous prions également d'adresser ces informations à la campagne GEAR (email: gearcampaign@gmail.com) avant la première semaine de décembre. Nous reverrons, consoliderons et ferons parvenir ces informations à la sous-secrétaire générale vers la mi-décembre.**

La campagne GEAR a doté la société civile d'un outil lui permettant d'obtenir les informations les plus pertinentes sur un processus onusien dont la transparence a, bien souvent, laissé à désirer.
- Le point focal régional

[Lire le texte complet du Papier sur [la participation de la société civile](#)]

INFORMATIONS POUR CONTACTER LES BUREAUX EXTERIEURS DES NATIONS UNIES

Contactez le coordonnateur résident de votre pays et/ou l'équipe de travail sur le genre ou l'équipe du bureau pays des Nations Unies pour demander une réunion avec ONU-Femmes.

Des astuces pour entrer en contact avec les bureaux pays:

- ◆ Présentez votre organisation en joignant une explication sur ses activités et du matériel ;
- ◆ Avant de les contacter, consultez les sites électroniques et renseignez-vous sur l'activité de l'agence;
- ◆ S'ils effectuent le premier contact, envoyez toujours des informations;
- ◆ Invitez-les à visiter votre bureau et/ou à découvrir vos activités;

- ◆ Demandez si votre organisation peut participer ou contribuer au groupe thématique sur le genre ou au groupe thématique d'extension sur le genre, s'il existe, ou leur apporter son soutien d'une quelconque manière.

[Retirer la [liste de contacts des Nations Unies](#)]

MEDIAS, PRESSE ET HISTORIQUE

La campagne GEAR et ONU-Femmes dans les médias

© 14 septembre 2010: [Bachelet du Chili présidera le nouvel organe des Nations Unies sur les femmes](#), Patrick WORSNIP, *Reuters*. Le secrétaire général des Nations Unies Ban KIMOON a annoncé la désignation mardi de l'ancienne présidente du Chili, Michelle BACHELET, à la tête d'un nouvel organe des Nations Unies visant à améliorer les conditions de vie des femmes et des filles dans le monde.

© 3 août 2010: [Tous les espoirs sont permis avec le lancement de la nouvelle agence des Nations Unies pour les femmes](#), Brigitte PERUCCA, *Guardian*. La nouvelle agence des Nations Unies pour les femmes s'attaquera à une série de questions telles que l'éducation et la formation, les soins de santé et la discrimination sur le lieu de travail, ainsi que l'inégalité dans l'arène politique.

© 6 juillet 2010: [65 plus tard, l'ONU crée une agence pour les femmes](#), Barbara CROSSETTE, *The Nation*. Pendant des décennies, les défenseurs de la femme ont pensé qu'une campagne pour "l'intégration du genre" au niveau des Nations Unies- soit associer de manière consciente les femmes aux programmes mondiaux, promouvoir les lois qui soutiennent les femmes aux niveaux local et national et faire en sorte que les femmes soient bien représentées et entendues au sein des Nations Unies- était tout ce qu'il fallait pour extraire les questions relatives à la condition et aux droits de la femme des oubliettes du système international. Or cela n'a jamais été suffisant.

© 2 juillet 2010: [Un vote à l'unanimité créé un organe pour la femme au sein des Nations Unies](#),



Nina LAKHANI et David RANDALL, *The Independent*. Quelque 65 ans après leur création et après des décennies de rapports sur toutes les formes de discrimination sexuelles et les effets pervers d'une telle discrimination, les Nations Unies ont décidé de mettre en place un organe unique et puissant pour promouvoir l'égalité en faveur des femmes dans le monde.

[Photo: Juin 2010 : des représentants de la campagne GEAR rencontrent le Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies.]

Les communiqués de presse relatifs à la campagne GEAR

- ◎ **14 septembre 2010:** *Le secrétaire général des Nations Unies nomme Michelle BACHELET à la tête d'ONU-Femmes*
- ◎ **1^{er} juillet 2010:** *ONU-Femmes : La société civile célèbre la création de l'organe pour l'égalité des genres après quatre ans de plaidoyer*
- ◎ **17 juin 2010:** *Le Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies reçoit une pétition mondiale sur le besoin urgent de créer une agence plus puissante pour les femmes au sein de l'ONU.*

Aperçu historique de la campagne GEAR

- ◎ **2009:** *Droits de la femme et genre aux Nations Unies: La nécessité d'une nouvelle structure sur l'égalité des genres*
- ◎ **2008:** Une entité plus solide pour les femmes au sein des Nations Unies (*arabe, anglais, français, espagnol*) – Présentation de la campagne GEAR à la Commission de la condition de la femme
- ◎ **2007:** *La femme et le genre: L'évolution des institutions propres aux femmes et l'intégration du genre au sein des Nations Unies*
- ◎ **2006:** *Déclaration mondiale sur la réforme de la structure des Nations Unies en faveur de l'égalité des genres*
- ◎ **2006:** Note d'information sur les droits de la femme et "Panel sur la Cohérence" dans le processus de réforme des Nations Unies (*anglais, français, espagnol*)

INFORMATIONS SUR L'AGENCE DES NATIONS UNIES

ONU-FEMMES

Pourquoi la réforme était devenue nécessaire

Le 2 juillet 2010, l'ONU adopte une résolution portant création d'ONU-Femmes, une entité qui combine les mandats, les actifs, les passifs et les fonctions des quatre précédentes agences des Nations Unies. Loin d'être supprimés, les mandats et les fonctions des quatre précédentes agences s'inscriront désormais sous le mandat d'une entité consolidée plus puissante. Avec la désignation d'un sous-secrétaire général, ONU-Femmes jouira d'un siège aux plus hauts niveaux de la prise de décision, ce qui assurera le leadership et l'autorité de haut niveau nécessaires aux questions relatives au genre et à la promotion de la femme. Les quatre anciennes agences étant limitées dans leurs capacités, ressources, visibilité et autorité, les Etats membres et la société civile ont appelé à la création de cette entité unifiée pour renforcer le progrès sur le front de l'égalité des genres et la promotion de la femme, augmenter les ressources nécessaires à ces objectifs et soutenir les Nations Unies, les Etats membres et la société civile dans la mise en œuvre des politiques et engagements.

La structure

La structure d'ONU-Femmes prévoira, à la fois, des fonctions normatives en matière de prise de décision et une capacité opérationnelle sur le terrain. Outre le sous-secrétaire général, l'organe administratif comprendra un conseil d'administration de 41 membres qui sera élu à la fin du mois d'octobre 2010 et qui sera formé idéalement de représentants ayant prouvé leur engagement en matière d'égalité des genres et d'autonomisation de la femme. Le conseil exécutif sera responsable des décisions clés

ONU-Femmes renforcera de manière significative les efforts des Nations Unies visant à promouvoir l'égalité des genres, à élargir le faisceau des opportunités disponibles et à lutter contre la discrimination autour du globe. – Le secrétaire général des Nations Unies, Ban KI-MOON

concernant les questions opérationnelles propres à ONU-Femmes, la Commission de la condition de la femme poursuivant son rôle comme organe normatif de prise de décision sur les questions de genre au sein de l'ONU. Aux niveaux régional et pays, ONU-Femmes veillera à fournir le soutien technique et financier en temps opportun aux Etats membres qui le demandent. L'entité remettra au goût du jour les questions de genre qui sont tombées dans l'oubli et fournira les ressources nécessaires pour les traiter. Au niveau mondial, ONU-Femmes guidera les efforts visant à réaliser l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes en aidant les Etats membres à inscrire le genre parmi leurs priorités nationales, à nouer des relations avec la société civile, à mobiliser le soutien politique et financier nécessaire

pour réaliser les objectifs internationaux concernant les femmes et à soutenir les Nations Unies sur les questions de l'égalité des genres. Alors qu'ONU-Femmes maintient une présence dans les pays où l'UNIFEM a des bureaux, son mandat demeure universel, ce

qui signifie qu'elle répondra aux besoins des femmes dans tout pays qui sollicitera une aide ou un soutien.

Le financement

Comme de coutume chez les agences de l'ONU, environ 90% du budget d'ONU-Femmes émanera des contributions volontaires alors que moins de 10% sera assuré à partir du budget de l'ONU. Les Etats membres reconnaissent qu'ONU-Femmes nécessitera un budget d'au moins 500 millions de dollars américains pour exécuter son mandat. La campagne GEAR estime que ce montant devra passer à un milliard de dollars américains afin d'étendre la capacité opérationnelle d'ONU-Femmes et lui permettre de réaliser ses objectifs.

La société civile

Le rôle de la société civile a été et continuera d'être essentiel au succès opérationnel d'ONU-Femmes; la société civile devra avoir une voix et un rôle prépondérants dans l'établissement des priorités, politiques et programmes d'ONU-Femmes. Pour faciliter la participation de la société civile au cours de cette période de transition, les organisations de la société civile devront tenir des rencontres avec les réseaux d'ONG et les équipes pays des Nations Unies pour renforcer et instaurer les mécanismes nécessaires à l'engagement de la société civile auprès de la nouvelle entité. [Note sur [la Participation de la société civile](#)]

La sous-secrétaire générale

La première sous-secrétaire d'ONU-Femmes s'appelle Michelle BACHELET. Ancienne présidente du Chili, elle dotera très certainement la nouvelle entité d'un ordre du jour innovant et ambitieux. Son leadership se nourrira de son expérience au Chili comme ministre de la Santé, ministre de la Défense Nationale et Présidente, sans oublier son mandat de Présidente de l'Union des Nations sud-américaines (UNASUR). Tout au long de sa carrière, BACHELET a défendu la femme et l'égalité des genres. Présidente, elle a réussi à imposer la parité dans les nominations ministérielles et à renforcer les capacités du Département national pour les femmes. Elle s'est de même battue pour obtenir une position globale du gouvernement au sujet de la prévention du VIH/SIDA. Elle apporte une mine de connaissances et d'expérience à son poste de sous-secrétaire.

LES 4 PRECEDENTES AGENCES

L'UNIFEM: Le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme a été créé en 1976 et doté d'un mandat qui lui confèrera une visibilité sur les questions de genre puisqu'il jouit de la plus forte présence sur le terrain et de la capacité d'établir des liens entre les gouvernements

L'OSAGI: Le Bureau de la Conseillère spéciale pour la problématique hommes-femmes et la promotion de la femme a été créé en 1997. Il était présidé par une conseillère spéciale qui émettait des recommandations au sujet de l'intégration des questions de genre dans les politiques

et les organisations de femmes.

des Nations Unies et de l'adoption d'une dimension genre dans les processus des Nations Unies.

La DPF: La Division de la promotion de la femme a vu le jour en 1946 avec pour mandat de soutenir l'élaboration de politiques visant à améliorer la condition des femmes dans le monde et à en faire des partenaires et des bénéficiaires du développement durable, des droits de l'homme, de la paix et de la sécurité sur un pied d'égalité avec les hommes.

L'INSTRAW: L'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme a été créé en 1976 afin de mener des recherches sur l'impact de la mondialisation sur le genre et de développer des cadres et méthodologies pour mesurer le progrès réalisé par les femmes.